



L'OTAN et les solidarités géopolitiques occidentales

Enjeux du sommet de Madrid

Jean-Sylvestre
Mongrenier

Note d'actualité 82
Juin 2022





Le sommet atlantique de Madrid se tient les 28, 29 et 30 juin 2022 alors que l'armée russe bombarde l'Ukraine. Cette agression militaire rend évident le basculement dans une nouvelle guerre froide entre la Russie-Eurasie et l'Occident. Les périls sont immenses. Déjà, la pression de Moscou sur les frontières nord et est de l'OTAN s'accroît. Avec le soutien de Xi Jinping, l'alliance Pékin-Moscou vise à diviser et affaiblir l'« Occident collectif », selon la formule de Vladimir Poutine lui-même. L'OTAN et ses pays membres doivent renforcer leurs positions sur un vaste arc qui s'étire de la mer de Barents à la mer Noire et prendre en compte le théâtre méditerranéen. Enfin, il n'est pas possible de détourner le regard des ambitions et agissements de Pékin.

Voici une peu plus de trois ans, l'OTAN et ses États membres célébraient les soixante-dix ans du traité de Washington (le traité de l'Atlantique Nord). Signé le 4 avril 1949, ledit traité instituait l'Alliance atlantique, vite complétée par une structure de commandement et un système de forces mises à disposition (l'OTAN *stricto sensu*). A l'origine de cette alliance, la menace soviétique sur l'Europe occidentale et l'Orient méditerranéen. Face à l'URSS, Harry Truman, président des États-Unis, avait énoncé une doctrine de *containment* (12 mars 1947). L'endiguement fut d'abord financier (le plan Marshall), la signature du traité de Washington lui donnant ensuite un prolongement militaire. Une clause d'assistance mutuelle (l'article 5) liait désormais les destinées de l'Amérique du Nord et de l'Europe occidentale.

En vérité, il s'agit là d'un pacte politico-militaire hors norme, la plupart des alliances contractées dans l'histoire n'ayant guère dépassé les dix ou quinze ans d'existence. Le caractère exceptionnel de cette alliance toujours en vie ne saurait pourtant occulter l'ampleur des menaces qui pèsent à nouveau sur l'Europe. Aujourd'hui, l'Ukraine subit les bombardements de l'armée russe et la pression militaire de Moscou sur les frontières nord et est de l'OTAN s'accroît. Avec le soutien explicite de Xi Jinping à Vladimir Poutine, l'alliance de fait qui regroupe la Chine populaire et la « Russie-Eurasie » vise à détruire ce qui reste dans le monde d'hégémonie occidentale. Aussi importe-t-il de prendre en compte le contexte global et de saisir les exigences de l'heure.

Ancienne et nouvelle OTAN : « *back to basics* »

De prime abord, soulignons le fait que l'OTAN n'est pas le simple produit de rapports de puissance circonstanciels. Conçue comme une alliance wilsonienne (1), elle se réfère aux principes de la sécurité collective ; ses membres sont invités à résoudre pacifiquement leurs différends et à développer des relations amicales (voir le préambule et les deux premiers articles du traité). Surtout, cette alliance sanctionne le rôle nouveau de Washington sur la scène internationale, désormais chef de file du monde libre ; au terme de deux guerres mondiales, le centre de gravité

(1) Par opposition à une alliance clausewitzienne, destinée à contrer un ennemi provisoire et à rétablir la balance des forces, celle-ci étant supposée déterminer la paix à elle seule.

de l'Occident a glissé depuis la Tamise vers le Potomac. Depuis cette époque, l'OTAN constitue l'axe stratégique de l'Occident. Dans le préambule du traité, les États membres s'affirment « déterminés à sauvegarder la liberté de leurs peuples, leur héritage commun et leur civilisation, fondés sur les principes de la démocratie, les libertés individuelles et le règne du droit ». Cette profession de foi civilisationnelle ouvre un traité qui institue un « Grand Espace » (le *Grossraum* du juriste et politiste allemand Carl Schmitt) et donne une forme géopolitique au monde occidental, longtemps déchiré par les guerres et une lutte séculaire pour l'hégémonie (1).

Avec la « victoire froide » sur le bloc soviétique et la dislocation de l'URSS, entre 1989 et 1991, l'OTAN devient un vecteur de la transition des pays d'Europe centrale et orientale vers la démocratie libérale et l'économie de marché. La résolution des conflits en ex-Yougoslavie – celle-ci se disloque en 1991 –, est le banc d'essai de la « nouvelle OTAN » (voir l'intervention en Bosnie-Herzégovine, en 1994-1995, puis au Kosovo en 1999). Au-delà, les instances euro-atlantiques sont ouvertes aux pays centre-est européens, les élargissements de l'OTAN et de l'Union européenne visant à stabiliser la région en proposant une nouvelle perspective. Simultanément, le Partenariat pour la Paix de l'OTAN permet de développer des liens avec l'Ukraine, la Géorgie et d'autres États successeurs de l'URSS. Quant à la Russie, elle fait l'objet d'un partenariat spécifique et limité, de par la volonté du Kremlin (l'Acte fondateur OTAN-Russie de 1997). L'élargissement de l'Occident s'arrête donc aux marges de la « Russie-Eurasie », et malheur aux États restés à l'extérieur du périmètre de sécurité, la Géorgie et l'Ukraine en l'espèce, qui se sont vues refuser un Plan d'action pour l'adhésion (sommet de Bucarest, 2-4 avril 2008). Dès le mois d'août suivant, la guerre des Cinq Jours, menée contre la Géorgie, aurait dû dissiper l'illusion d'un apaisement de la Russie. Malgré tout, ce fut le « reset » voulu par Barack Obama, complété par le « partenariat pour la modernisation » de l'Union européenne (2009).

Dans l'intervalle, la « guerre contre le terrorisme » avait conduit l'OTAN sur le théâtre afghan, d'abord dans le cadre d'une coalition de bonnes volontés avant de mobiliser également l'OTAN. L'élargissement du champ des opérations provoque alors moult discussions sur la mondialisation de l'OTAN (« *Global NATO* ») (2). Les États-Unis soutiennent l'idée de « partenariats globaux » avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande, le Japon et la Corée du Sud. Ainsi, une jonction serait réalisée entre l'OTAN et l'« arc des démocraties » d'Asie-Pacifique. *In fine*, l'Occident se diluerait au sein d'un *Commonwealth* planétaire de démocraties de marché. L'agressivité de la Russie, malgré tout qualifiée de « partenaire stratégique » lors du sommet de Lisbonne (voir le Concept stratégique de 2010), ses guerres contre la Géorgie (2008) et l'Ukraine (2014), plus encore la montée en force de la Chine populaire et le basculement des équilibres vers l'Asie, ont depuis contrarié le projet d'un ordre international libéral dans lequel le marché dissoudrait la volonté de puissance des États révisionnistes. Dans l'immédiat, les événements conduisent au recentrage sur la zone euro-atlantique : les Alliés doivent renforcer la posture de défense et de dissuasion de l'OTAN sur l'isthme Baltique-mer Noire, face à la « Russie-Eurasie ».

(1) La notion de « Grand Espace » (*Grossraum*) renvoie à un ensemble politique dont l'influence s'étend bien au-delà des limites d'un État classique et englobe une vaste portion du globe. La formation de telles grandeurs politiques serait corrélée à l'extension des échelles sur le plan de la technique, de l'économie et des rapports de puissance. L'idée d'un *Grossraum* euro-atlantique entre en contradiction avec le géocentrisme des représentations communes et la compréhension du « Grand Espace » comme un super-État doté d'un territoire fixe et d'un seul tenant. Il faut plutôt voir dans cette notion la pensée et la conception d'ensembles géopolitiques amples et dynamiques, aux limites mobiles, avec une dimension terrestre mais aussi maritime et aérospatiale.

(2) L'idée directrice est d'utiliser l'OTAN comme une « boîte à outils » pour se saisir des menaces lointaines avant qu'elles ne frappent les pays occidentaux. Le principe mis en avant est le suivant : « *Out of area or out of business* ».



Face à l'ours russe, renforcer le front oriental

Mutatis mutandis, la reconstitution d'une menace russe fait songer au « retour du même ». En dépit de pronostics pessimistes, la solidarité interalliée prévaut depuis 2014, dans l'ordre militaire comme dans celui de la géoéconomie. De part et d'autre de l'Atlantique Nord, les Alliés se sont coordonnés pour infliger des sanctions économiques à Moscou, l'objectif étant d'affaiblir le potentiel de puissance de la Russie. Notons que cet aspect de la lutte relève moins de l'OTAN que du G7, instance de coordination des grandes démocraties occidentales (avec le Japon), et de la coopération entre les États-Unis et l'Union européenne. Sur ce point, il importe de souligner le rôle crucial du Conseil du commerce et des technologies (CCT) qui associe l'Union européenne et les États-Unis, une structure instituée lors du sommet euro-atlantique de Bruxelles, le 15 juin 2021, la veille du sommet Biden-Poutine organisé à Genève. Le CCT servira de « forum aux États-Unis et à l'Union européenne pour coordonner leurs approches concernant les principales questions mondiales en matière de commerce, d'économie et de technologie et pour approfondir les relations commerciales et économiques transatlantiques fondées sur des valeurs démocratiques communes » (1). Pensé et conçu pour relever le défi chinois, le CCT a également son utilité contre la Russie.

Sur le plan militaire, il aura fallu le rattachement *manu militari* de la Crimée à la Russie et le début d'une guerre dite « hybride » au Donbass pour que l'OTAN et ses États fondateurs prennent au sérieux la menace russe (il n'y avait plus de planification stratégique concernant la Russie). En 2014, des mesures de réassurance à l'Est sont prises (sommet de Newport/Pays de Galles, 4-5 septembre 2014). Deux ans plus tard, les Alliés décident de renforcer leur « présence avancée » aux frontières orientales de l'OTAN (sommet de Varsovie, 8-9 juillet 2016). Concrètement, cette « présence avancée » prend la forme d'un déploiement de troupes dans les États baltes et en Pologne, tout en restant dans l'épure de l'Acte fondateur OTAN-Russie (1997). Chacun de ces pays accueille alors un groupe tactique multinational, placé sous la direction d'une « nation-cadre » : le Royaume-Uni en Estonie, le Canada en Lettonie, l'Allemagne en Lituanie et les États-Unis en Pologne. Outre des défenses anti-missiles américaines, la Roumanie bénéficie de renforts britanniques. La zone qui s'étend de la Baltique à la mer Noire, sur une distance d'environ 1 200 kilomètres, est donc renforcée. Au cours de cette période de latence, c'est dans un cadre bilatéral que l'Ukraine, officiellement partenaire stratégique de l'OTAN, reçoit pour sa part une aide militaire conséquente (formation et équipements).

L'alourdissement de la pression militaire russe sur l'Ukraine, évidente depuis le printemps 2021, le lancement l'année suivante d'une nouvelle phase de la guerre commencée huit ans plus tôt (l'« opération spéciale » russe du 24 février 2022), ont conduit l'OTAN et ses pays membres à accroître leur présence militaire dans les pays susnommés ainsi qu'en Hongrie, en Slovaquie et en Bulgarie. On soulignera l'envoi par les États-Unis de 20 000 soldats supplémentaires en Europe (un total de 100 000 soldats) et le fait que la France ait enfin accepté de tenir le rôle de « nation-cadre » en Roumanie, avec l'envoi d'un demi-millier de soldats, complétés par des Belges (2 000 soldats américains sont aussi déployés en Roumanie). L'un des enjeux du sommet de Madrid sera le renforcement du « flanc est » de l'OTAN, i.e. de son front oriental, les Alliés étant désormais engagés dans une nouvelle guerre froide dont les tenants et aboutissants dépassent le seul sort de

(1) EU-US summit statement: "Towards a renewed Transatlantic partnership", Conseil européen, communiqué de presse, 15 juin 2021.



l'Ukraine. De fait, la guerre en cours a des répercussions sur les États baltes, la Pologne et la Roumanie. L'enclave de Kaliningrad (l'ex-Königsberg) fait figure de tête de pont stratégique russe dans la zone euro-atlantique et l'inquiétude monte au sujet du passage de Suwalki (1). Dans la zone, Poutine annonce le déploiement à venir de missiles à capacité nucléaire au Belarus (25 juin). Plus au sud, l'emprise russe sur la région sécessionniste de Transnistrie menace à revers l'Ukraine (le port d'Odessa n'est pas si loin), et hypothèque l'avenir de la Moldavie. Bref, il faudra que les états-majors et les forces de l'OTAN montent encore en puissance, face au nouveau rideau de fer qui tombe depuis la mer de Barents jusqu'à la mer Noire.

Pallier les incertitudes de l'alliance turque

Au milieu des tourmentes, la volonté de la Finlande et de la Suède d'entrer dans l'OTAN constitue une excellente nouvelle. Cela modifierait le rapport des forces dans la région nordico-baltique (2), avec des effets également dans la zone Arctique. Concrètement, la défense des États baltes serait plus commode à organiser et la Baltique prendrait l'allure d'un « lac » occidental. Encore faut-il que la Turquie lève la menace d'utiliser son pouvoir de blocage (les décisions au sein de l'OTAN se prennent par consensus). Une telle perspective ainsi que les tensions renouvelées avec la Grèce, à propos des îles et eaux de la mer Egée et de la Méditerranée orientale, appellent à nouveau l'attention sur l'incertitude de l'alliance turque. Cette question devrait être abordée à Madrid, au moins dans le cadre de conciliabules et d'entretiens bilatéraux. A l'épreuve des faits, il appert que le recentrage de la diplomatie turque ces deux dernières années s'expliquait par les circonstances : la modification du rapport des forces au niveau régional (le triangle Athènes-Nicosie-Jérusalem, le partenariat de défense franco-grec et les accords d'Abraham) et les inconnues liées à la mise en place d'une nouvelle Administration américaine. Avec à l'arrière-plan la dégradation de la situation intérieure turque (économie, inflation, affaiblissement de l'AKP et de son hégémonie politique). Mais les problèmes de fond demeurent.

Pour Recep T. Erdogan, la guerre en Ukraine, conflit dont les développements pourraient mettre en péril la Turquie, est aussi une fenêtre d'opportunité. Il maintient un certain équilibre entre ses alliés de l'OTAN et l'agresseur russe, de façon à préserver l'avenir (la Turquie n'a pas pris de sanctions et elle se pose en intermédiaire). Dans l'immédiat, le nécessaire accord d'Ankara à l'entrée de la Finlande et de la Suède dans l'OTAN ouvre la possibilité d'obtenir des contreparties (3). Ne négligeons pas de surcroît les moyens de pression du Kremlin sur la Turquie : la dépendance de celle-ci en matière de blé, de gaz et de pétrole ; une possible campagne de bombardements sur

(1) Situé entre l'enclave russe de Kaliningrad (ex-Königsberg) et le Belarus, le passage de Suwalki correspond à une zone géographique de 65 km de long, dans le nord-est de la Pologne. Il constitue le seul accès terrestre reliant les États baltes aux autres pays de l'OTAN. Dans l'hypothèse d'une invasion russe, l'occupation du passage de Suwalki gênerait les opérations de l'OTAN visant à porter secours à ses alliés baltes. Outre la difficulté à dépêcher des forces terrestres, il serait difficile d'intervenir par les airs et la mer, couverts par une « bulle A2/AD » (*Anti-Access/Area-Denial* - interdiction et de déni d'accès). Il faut prendre en compte aussi la présence d'une base aérienne et de systèmes d'armes russes au Belarus ainsi que la capacité à opérer depuis la mer Baltique.

(2) Sur cette région géopolitique, voir Jean-Sylvestre Mongrenier, « Histoire, géopolitique et perspectives de la mer Baltique », *Desk-Russie*, 27 mai 2022, [disponible ici](#).

(3) Ankara met en avant le supposé laxisme d'Helsinki et de Stockholm à l'égard du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) et veut obtenir la levée de l'embargo sur les armes qui suivit les opérations militaires turques dans le nord de la Syrie. L'objectif serait aussi que Washington, à défaut d'accepter les S-400 russes achetés par la Turquie et de réintégrer cette dernière dans le « club F-35 », consente à lui vendre des F-16, afin de moderniser la force aérienne turque.



Idlib (un région syrienne contrôlés par Ankara), ce qui causerait de nouveaux flux de réfugiés vers la Turquie. Un veto turc à l'encontre de la Finlande et de la Suède signifierait que les désaccords avec ces deux pays, qui devraient être discutés dans un cadre bilatéral, passent avant le bien commun de l'Alliance atlantique et les nécessités de la défense contre la « Russie-Eurasie ». Dans un tel cas, c'est le système de gouvernement turc, placé sous la domination d'une hyperprésidence, qui remettrait en cause la place de la Turquie dans les alliances occidentales. Les conséquences stratégiques en Méditerranée seraient aussi importantes, la Russie développant une stratégie d'ensemble sur le flanc sud de l'Europe, depuis le Levant jusqu'au Maghreb, en passant par la Libye (1).

D'aucuns pointent le caractère autoritaire du régime turc pour mettre en cause la politique étrangère d'Ankara mais on se souvient qu'à l'époque des coups d'État militaires, il avait bien fallu transiger (la menace soviétique primait). Les questions relatives à l'autoritarisme turc ne seront probablement pas abordées de front lors du sommet de Madrid (28-30 mai 2022). Une nouvelle fois, les priorités stratégiques sont plus pressantes, d'autant plus que la présente situation met en évidence l'influence limitée de l'Occident sur les positions des pays dits « émergents » ou « non alignés » (2). Faudrait-il volontairement s'aliéner un allié précieux ? N'est-il pas préférable de temporiser ? Encore importe-t-il que l'ambiguïté stratégique turque à l'égard de la Russie n'aille pas trop loin. *In fine*, s'agit-il pour Ankara de contrer la Russie en Ukraine et dans le bassin de la mer Noire, en bonne intelligence avec ses partenaires occidentaux, ou de négocier les termes d'un condominium turco-russe dans cet espace, l'appartenance à l'OTAN lui servant de levier ? Le fait est que la Turquie se voit d'abord et avant tout comme un État-phare du Grand Moyen-Orient et du monde islamique, de l'Afrique du Nord au Turkestan et jusqu'en Asie du Sud-Est (voir les liens avec la Malaisie et l'importance de l'Indonésie, premier pays musulman au monde). Tout en préservant ce qui peut l'être, les Occidentaux doivent promouvoir d'autres options stratégiques dans la « plus grande Méditerranée » comme au Moyen-Orient. Dans la région nordico-baltique, si la Turquie s'opposait à l'entrée dans l'OTAN de la Finlande et de la Suède, il faudrait forger une « mini-OTAN » dont les principales puissances occidentales seraient parties prenantes (3).

(1) La position dominante de la Russie en Syrie, avec les bases de Tartous et Hmeimin, lui assure le pouvoir de déstabiliser la Turquie d'une part, Israël de l'autre. En Libye, l'engagement turc auprès du gouvernement de Tripoli a mis fin à la progression militaire du général Haftar, soutenu par Moscou. Néanmoins, la Russie a développé de longue date des relations militaro-industrielles étroites avec les généraux algériens et le Kremlin pourrait instrumentaliser les tensions algéro-marocaines pour déstabiliser le bassin occidental de la Méditerranée.

(2) Significativement, quelques-uns de ces pays invités au G7 d'Elmau (Bavière), le 27 juin, l'avaient été quelques jours plus tôt, lors du sommet des BRICS, quatre jours plus tôt. Ces pays émergents et non-alignés sont l'objet d'une bataille d'influence entre l'Occident, soucieux d'éviter un scénario géopolitique du type : « *the Rest versus the West* », et l'axe sino-russe. L'enjeu global porte sur la configuration d'un monde que Pékin et Moscou veulent « post-occidental », au plein sens du terme.

(3) Le 11 mai 2022, le premier ministre du Royaume-Uni, praticien d'une diplomatie du mouvement, a signé des accords de défense avec la Finlande et la Suède. Dès 2017, ces deux pays dits « non-alliés » avaient rejoint la *Joint Expeditionary Force*, une sorte d'alliance entre le Royaume-Uni et neuf pays baltes et nordiques, fondée trois ans plus tôt. Il faut enfin mentionner la « petite alliance européenne » entre le Royaume-Uni, la Pologne et l'Ukraine, signée le 18 février 2022. Ces exemples donnent idée sur la manière de compenser les effets négatifs d'un blocage turc à l'encontre de la Finlande et de la Suède.

« Ne pas lâcher le panda »

D'autres espaces et ordres de grandeur éprouveront prochainement la solidarité interalliée. La question du nucléaire iranien devient chaque jour plus pressante, démontrant ainsi que la bonne volonté et la politique de la main tendue sont impuissantes face à la détermination du régime irano-chiite (on se souvient des critiques adressées à Trump dénonçant ce très imparfait accord). La question iranienne ne concerne pas directement l'OTAN mais un conflit ouvert dans la région aurait des répercussions sur cette alliance (les sommets et réunions de l'OTAN traitent de l'Iran). Cependant, le problème géopolitique le plus massif, outre la guerre de la Russie en Ukraine bien entendu, est celui que pose la Chine populaire, l'enjeu étant officiellement intégré dans le communiqué final du précédent sommet atlantique (sommet de Bruxelles, 14 juin 2021) (1). On sait que la France et nombre d'États européens hésitent à désigner la menace chinoise, mêlant des considérations sur la « compétition stratégique » (un nouveau type d'olympiades ?) et les « opportunités économiques », ce qui permet de bannir de leur vocabulaire les concepts d'« ennemi » (2) et d'« hostilité ». Au vrai, dans un cadre européen, il est même exclu de parler de la Chine populaire comme d'un « adversaire », ce qui est déjà une manière d'euphémiser. Et le président français d'ironiser lors du sommet de Bruxelles sur le fait que la Chine n'apparaissait pas sur une carte de l'Atlantique (on doute qu'il ait mis les rieurs de son côté). Souvenons-nous à ce propos du désastreux accord UE-Chine sur les investissements, signé à l'extrême fin de la présidence allemande, le 30 décembre 2020, avec le soutien de la France. Il était suspendu quelques mois plus tard (mai 2021).

De fait, n'en déplaise à notre président-topographe, la menace véhiculée par la sino-mondialisation n'est pas géographiquement limitée à une lointaine « Asie-Pacifique ». D'une part, les enjeux que recouvrent le droit de la mer et le principe de libre navigation dans les « Méditerranées asiatiques » (mer de Chine du Sud et de l'Est) et sur les océans Indien et Pacifique (la région Indo-Pacifique) ont une dimension très concrète : les deux cinquièmes et plus des échanges entre l'Europe et l'Asie transitent par la mer de Chine du Sud. Nul doute par ailleurs qu'une aventure militaire chinoise dans le détroit de Taïwan, même limitée à un blocus naval contre cette île-État, aurait des répercussions en Europe, sans parler d'une possible grande guerre sino-américaine avec Taïwan pour enjeu. Pour mémoire, rappelons que Thérèse Delpech, dans *L'ensauvagement*, avait de longue date identifié ces risques et menaces stratégiques. Avant bien d'autres, elle avait alors

(1) Voir le point 55 du communiqué final du 14 juin 2021 : « Les ambitions déclarées de la Chine et son assertivité présentent des défis systémiques pour l'ordre international fondé sur des règles et dans des domaines revêtant de l'importance pour la sécurité de l'Alliance. Nous sommes préoccupés par celles des politiques coercitives qui ne correspondent pas aux valeurs fondamentales inscrites dans le traité de Washington. La Chine accroît rapidement son arsenal nucléaire, se dotant d'un plus grand nombre d'ogives et de vecteurs sophistiqués pour établir une triade nucléaire. Elle fait preuve d'opacité dans la mise en œuvre de la modernisation de son appareil militaire et dans celle de sa stratégie de fusion militaro-civile publiquement déclarée. Elle coopère par ailleurs avec la Russie dans le domaine militaire, notamment en participant à des exercices russes dans la zone euro-atlantique. Nous restons préoccupés par le fait que la Chine manque souvent de transparence et a fréquemment recours à la désinformation. Nous appelons la Chine à respecter ses engagements internationaux et à agir de manière responsable au sein du système international, notamment dans les milieux spatial, cyber et maritime, en conformité avec son rôle de grande puissance. » Le point 56 porte également sur la Chine et en appelle au « dialogue ».

(2) La notion d'ennemi est pourtant un concept clef, lorsque l'on traite du politique comme une essence (« *lo politico* », par opposition à « *la politica* », aux formes variables). Le conflit et les intentions hostiles que les unités politiques déploient les unes contre les autres constituent la donnée de base du politique. En l'absence de conflit et d'ennemi, il n'y aurait pas de politique mais un simple problème de gestion et d'administration des choses.



pointé les prémices d'une confrontation avec la Chine populaire (1). On se demande parfois si les thuriféraires de la mondialisation ont bien compris que ce long processus historique, dynamisé par la technique comprise comme arraisonnement du monde, est aussi une réalité sur le plan géostratégique : la mondialisation est à la fois marchande et guerrière.

D'autre part, la Chine populaire projette pouvoir et influence dans l'environnement géographique de l'Europe, de l'Arctique à la mer Méditerranée, et même à l'intérieur de l'Union européenne – voir le groupe « 16+1 », certes aujourd'hui bousculé par la nouvelle conjoncture géopolitique (2) –, et les agissements ouverts ou occultes de Pékin en Europe occidentale (investissements dans des secteurs stratégiques, saisie de « pépites » technologiques et achat des consciences). Il faut redouter que la flotte de guerre chinoise renforce sa présence en Méditerranée afin de protéger ses intérêts commerciaux et ses investissements portuaires dans une mer ouverte aux vents du grand large.

Bref, la sécurité de la zone euro-atlantique et celle de l'Indo-Pacifique ont partie liée, d'autant plus que la France est défiée par la progression chinoise dans cette zone : les îles Salomon, avec lesquelles Pékin a négocié un « pacte de sécurité » (20 avril 2022), sont proches des possessions françaises du Pacifique-Sud (3). Au regard du niveau des enjeux, des rapports de puissance et de l'importance de la cohésion occidentale pour l'unité et la sécurité de l'Europe, il serait vain et contre-performant de prétendre jouer les puissances tierces, serait-ce pour donner le change. Enfin, on ne saurait traiter par l'indifférence ou le déni l'appui politique, diplomatique et économique apporté par Pékin à Moscou, dans sa guerre contre l'Ukraine. Il n'est plus loisible de parler d'« ambiguïté stratégique ». Pour toutes ces raisons, l'OTAN doit prendre en compte la menace chinoise, quand bien même son rôle est-il secondaire par rapport à l'AUKUS (l'alliance Washington-Canberra-Londres) et à un « Quad + », élargi à la France (4).

Saisir l'esprit du temps

Résumons. L'OTAN et ses États membres sont confrontés à la « Russie-Eurasie » et ils doivent donc renforcer leur front oriental, en tenant compte notamment des vulnérabilités de leur dispositif en mer Baltique, d'où l'importance des candidatures de la Finlande et de la Suède. Plus encore en mer Noire, du fait entre autres des incertitudes turques. Si les États-Unis, à l'épreuve des faits, assument toujours leur *leadership* à la tête de l'OTAN et soutiennent vigoureusement l'Ukraine, il importe de réaliser que la menace chinoise pèse sur leur stratégie globale, avec un risque d'élongation

(1) Voir Thérèse Delpech, *L'ensauvagement. Le retour de la barbarie au XXIe siècle*, Grasset, 2005.

(2) Lancé en 2012, le forum « 16 +1 » réunit la Chine populaire et des pays d'Europe centrale et balkanique. Un dix-septième participant, la Grèce, l'a rejoint par la suite. En revanche, la Lituanie en est sortie et elle a autorisé l'ouverture à Vilnius d'un « bureau de représentation de Taïwan » (novembre 2021). Depuis, Pékin mène à ce pays membre de l'OTAN et de l'Union européenne une forme de « guerre hybride ».

(3) Voir Laurent Amelot, Hughes Eudeline, Jean-Sylvestre Mongrenier, *La Nouvelle-Calédonie dans la France : les enjeux géopolitiques du référendum du 12 décembre*, note d'actualité 77, décembre 2021, Institut Thomas More, [disponible ici](#).

(4) Le Quad Indo-Pacifique est une structure de coopération qui regroupe les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde. Fondé en 2004 pour faire face aux effets du Tsunami en Asie, le Quad a été formalisé en 2007, en marge d'un sommet de l'ASEAN (Association des nations d'Asie du Sud-Est). Relancée en novembre 2020, cette structure de coopération a tenu un sommet virtuel l'année suivante, ses chefs d'Etat et de gouvernement publiant alors une tribune collective (12 mars 2021). Le « Quad + » consiste en un élargissement ponctuel du Quad Indo-Pacifique à d'autres pays de la région tels que la Corée du Sud, la Nouvelle-Zélande, le Vietnam, voire d'autres pays de l'ASEAN, en vue d'instaurer une coopération plus large.

géostratégique (le « *strategic overstretching* » de l'historien britannique Paul Kennedy). Les Alliés européens auront donc à assumer une plus grande part du fardeau de la défense, sur le théâtre européen et ses approches méditerranéennes, Moyen-Orient compris, mais aussi dans l'Indo-Pacifique. Schématiquement, ils devraient assumer la moitié des coûts de la défense de l'Europe (les États-Unis en financent aujourd'hui les trois quarts). C'est dans cet esprit que les efforts spécifiques déployés au sein de l'Union européenne doivent être conduits : la dynamisation de l'industrie européenne d'armement et des dépenses militaires serait une réelle contribution au partage du fardeau (le « *burden sharing* »).

Pour conclure, soyons conscients de la dimension globale du conflit d'ensemble amorcé par les opérations militaires russes en Ukraine. Le Kremlin s'inscrit dans la logique d'une longue et difficile guerre, d'une entreprise géopolitique d'ensemble qui vise à restaurer la puissance et les positions de la Russie, en Eurasie post-soviétique (Ukraine comprise) et dans l'« étranger lointain » (Syrie et Bassin Levantin/théâtre méditerranéen, Afrique, océan Indien, Extrême-Orient). On soulignera à ce propos le net durcissement des relations avec le Japon, la fin des négociations sur les Kouriles (négociations illusoire, il est vrai) s'accompagnant de tirs de missiles Kalibr en Extrême-Orient et de manœuvres sino-russes à proximité de l'archipel japonais. Pour Vladimir Poutine, la guerre en Ukraine relève donc d'un conflit hégémonique bien plus large ; les synergies avec la Chine populaire sont censées lui permettre d'atteindre ses propres objectifs politico-militaires et partant, de rééquilibrer les rapports sino-russes. A Moscou comme à Pékin, il s'agit de diviser, affaiblir, voire détruire l'« Occident collectif », selon l'expression du président russe, et de faire basculer le monde vers l'Asie. Significativement, les propagandistes russes en sont à invoquer la mémoire de l'Empire mongol. L'OTAN et ses États membres ne peuvent ignorer ce grand dessein sino-russe et s'illusionner sur la suite des événements : le coup est parti.

Publications récentes

Retrouvez toutes nos publications sur www.institut-thomas-more.org



Vers la fin de la binarité des sexes dans le droit belge ?
Un récit de civilisation, une fragilisation de la vie en commun

Ayméric de Lamotte


Note d'analyse 31
Mars 2022



La puissance militaire russe à l'épreuve de la guerre en Ukraine
Situation, propagande et réalité

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 32
Mars 2022



Restaurer la valeur du mérite dans les politiques éducatives
Plaidoyer et recommandations

Lyvann Vaté

Note 26
Mars 2022



L'agression russe contre l'Ukraine et l'envergure européenne de la guerre
Situation militaire, stratégie et géopolitique

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 29
Mars 2022



Pour une nouvelle politique chinoise de la France

Laurent Amelot

Note 30
Mars 2022



Transmission des savoirs et culture partagée
Pour une refonte des programmes de l'école primaire

Marie Cogniel

Note 34
Mars 2022



L'assimilation, une chance pour l'immigration en France
Le modèle éclairant de l'adoption

Christian Flaviigny


Note 35
Mars 2022



Macron et l'Europe : volontarisme, disruption et impuissance

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 28
Mars 2022



La Nouvelle-Calédonie dans la France : enjeux géopolitiques du référendum du 12 décembre

L. Amelot, H. Eudeline et J.-S. Mongrenier

Note d'analyse 37
Octobre 2021



Guerres hybrides : Ukraine, l'autre avant-poste de l'Europe

Jean-Sylvestre Mongrenier

Note d'analyse 33
Mars 2022



L'Inde, l'Australie, l'Indonésie, Taiwan et les autres
L'Indopacifique à l'épreuve des « nouvelles routes maritimes de la soie pour le 21ème siècle »

Laurent Amelot

Note 32
Mars 2022



Un communautarisme qui ne dit pas son nom ?
Analyse et décryptage du recueil « Portraits de France »

Julien Volper


Note 31
Octobre 2021



Cancel economy
Pourquoi la transition énergétique est une catastrophe économique

Philippe Herlin

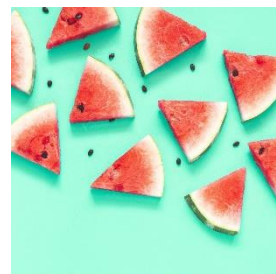
Note 31
Octobre 2021



Géoeconomie du médicament illicite en Afrique de l'Ouest
Enjeux et perspectives

Antonin Tisseron


Note 32
Septembre 2021



Idees fausses, idées folles
Une analyse du projet des Verts pour 2022

Jean-Thomas Lécœur

Paris 25
Septembre 2021



Du Japon au Vietnam en passant par Taiwan : quelle stratégie pour les Européens face aux revendications territoriales chinoises ?

Laurent Amelot et Hugues Eudeline

Note 27
Juillet 2021

Jean-Sylvestre Mongrenier est chercheur associé à l'Institut Thomas More. Titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique et docteur en géo-politique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est conférencier titulaire à l'IHEDN (Institut des hautes études de la défense nationale, Paris), dont il est ancien auditeur et où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il est notamment l'auteur de *Géopolitique de la Russie* (avec Françoise Thom, PUF, 2016), *Géopolitique de l'Europe* (PUF, 2020) et de *Le monde vu de Moscou. Géopolitique de la Russie et de l'Eurasie postsoviétique* (PUF, 2020) •

Programme
Enjeux internationaux

Dans un contexte de fortes tensions internationales, d'émergence de nouveaux acteurs étatiques et non-étatiques et d'accroissement des menaces pour l'Europe, le Programme **Enjeux internationaux** décrypte les dynamiques internationales et géopolitiques actuelles sous l'angle spécifique de la sécurité et de la défense des intérêts vitaux de l'Europe et des Européens.

Paris

8, rue Monsigny, F-75 002 Paris
Tel : +33 (0)1 49 49 03 30

Bruxelles

Avenue Walkiers, 45, B-1160 Bruxelles
Tel : +32 (0)2 374 23 13

www.institut-thomas-more.org
info@institut-thomas-more.org

Ce document est la propriété de l'Institut Thomas More asbl. Les propos et opinions exprimés dans ce document n'engagent que la responsabilité de l'auteur. Sa reproduction, partielle ou totale, est autorisée à deux conditions : obtenir l'accord formel de l'Institut Thomas More asbl et en faire apparaître lisiblement sa provenance.

© Institut Thomas More asbl, juin 2022

